

**Service juridique et coordination
Unité coordination**

**Arrêté DDT/SJC/UC N° 2B-2023-05-25-00001
prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de création de
l'association foncière pastorale sur le territoire de la commune de NOCETA
et organisant la consultation des propriétaires intéressés**

Le Préfet de la Haute-Corse

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L. 131-1, L. 135-1 à L.135-12 et R131-1 ainsi que les articles R. 135-2 à R. 135-9 ;

Vu l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et notamment les articles 11 à 17 ;

Vu le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n°2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires, notamment les articles 7 et 16 ;

Vu le décret du Président de la République du 20 juillet 2022 nommant Monsieur Michel PROSIC préfet de la Haute-Corse ;

Vu le décret du Président de la République du 27 janvier 2021 nommant Monsieur Yves DAREAU, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Corse, sous-préfet de Bastia ;

Vu la délibération municipale du 29 mai 2022 demandant la création d'une association foncière pastorale formulée par le maire de la commune de NOCETA le 10 mai 2022;

Vu le dossier déclaré complet et recevable après instruction le 21 mars 2023 ;

Vu la décision du président du tribunal administratif de Bastia, en date du 03 mai 2023, portant désignation de Monsieur Hervé CORTEGGIANI , en qualité de commissaire enquêteur ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE :

Article 1 : OBJET ET DURÉE DE L'ENQUÊTE

Il sera procédé, dans la commune de NOCETA, à une enquête publique portant sur le projet de création d'une association foncière pastorale ;

L'enquête est prescrite pour une durée de vingt jours consécutifs, soit du 15 juin 2023 au 04 juillet 2023.

Article 2 : CONSULTATION DU DOSSIER ET PERMANENCES

Durant cette période, les pièces du dossier, contenant notamment le projet de statut de l'association auquel est annexé un plan parcellaire, la liste des parcelles susceptibles d'être incluses dans le périmètre et la carte du périmètre sur fonds IGN, seront déposées dans la mairie de NOCETA où les intéressés pourront en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public, soit

le mercredi de 9h30 à 12h,
le jeudi de 9h30 à 12h et
le vendredi de 9h à 12h et de 13h à 16h.

Pendant toute la durée de l'enquête, un registre sera ouvert en mairie de NOCETA pour recevoir les observations des propriétaires des terrains susceptibles d'être inclus dans le périmètre, et de toute autre personne intéressée. Ce registre, à feuillets non mobiles, sera côté et paraphé par le commissaire enquêteur.

Durant cette même période, les observations pourront également être adressées, par écrit, au commissaire enquêteur, à la mairie de Noceta - 20242 NOCETA, qui les annexera au registre d'enquête.

Le public pourra aussi communiquer ses observations, par voie électronique, à la direction départementale des territoires (ddt-consultation-publique@haute-corse.gouv.fr) avant la fin du délai d'enquête publique.

Les pièces constitutives du dossier pourront être consultées sur le site Internet des services de l'État en Haute-Corse (www.haute-corse.gouv.fr) ainsi que sur le site internet de l'ODARC (www.odarc.fr, rubrique AFP).

Article 3 : PERMANENCES

Monsieur Hervé CORTEGGIANI, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public en mairie de Noceta pendant les trois jours ouvrables suivant la date de clôture de l'enquête selon les modalités suivantes :

- le mercredi 05 juillet, de 9h30 à 12h;
- le jeudi 06 juillet, de 9h30 à 12h;
- le vendredi 07 juillet, de 9h à 12h et de 13h à 16h.

Lors de ces permanences, le public pourra également formuler ses observations au commissaire enquêteur par téléphone (04.95.44.00.02). Les temps d'entretien seront limités, afin de permettre au plus grand nombre de s'exprimer. Le recueil des observations formulées dans le cadre de ces entretiens pourra être effectué par le commissaire enquêteur, selon la procédure de l'observation orale.

Article 4 : PUBLICITÉ ET AFFICHAGE

Un avis portant à la connaissance du public les informations concernant l'enquête, ainsi que le présent arrêté, seront publiés, par les soins du maire de Noceta, par voie d'affiches, qui seront apposées huit jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux habituels d'affichage et éventuellement par tout autre procédé en usage dans toutes les communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association : Noceta. L'accomplissement de ces formalités d'affichage sera justifié par un certificat du maire de Noceta qui sera annexé au dossier à la clôture de l'enquête.

Cet avis d'enquête sera en outre publié en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de l'enquête dans un journal d'annonces légales diffusé dans le département. Les frais de publication seront à la charge de la commune de Noceta.

Cet avis sera également publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse (www.haute-corse.gouv.fr).

Article 5 : NOTIFICATION AUX PROPRIÉTAIRES

Indépendamment de cet affichage et de cette insertion et au plus tard dans les cinq premiers jours qui suivent l'ouverture de l'enquête, le présent arrêté sera notifié à chacun des propriétaires dont les terrains sont susceptibles d'être inclus dans le périmètre de l'association projetée.

L'acte de notification, accompagné du projet de statuts de l'association syndicale et d'un bulletin d'adhésion ou de refus d'adhésion, invite les propriétaires à faire connaître leur adhésion ou leur refus d'adhésion à la création de l'association foncière pastorale. Cette notification est faite sur la base des informations figurant sur le cadastre ou à l'aide des renseignements délivrés par le service de la publicité foncière au vu du fichier immobilier.

À défaut d'information sur le propriétaire, la notification est faite à son locataire et, à défaut de locataire, elle est déposée en mairie.

Si le terrain est indivis, la notification est valablement faite à celui ou ceux des co-indivisaires mentionnés sur le document cadastral, sauf à ces derniers à faire savoir qu'ils mandatent tel autre d'entre eux pour les représenter.

Article 6 : RAPPORT ET CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

À l'expiration du délai d'enquête publique, le(s) registre(s) d'enquête est(sont) clos et signé(s) par le commissaire enquêteur.

Après examen des observations consignées ou annexées au registre, le commissaire enquêteur transmet au préfet le dossier d'enquête, le(s) registre(s) d'enquête et son rapport dans lequel figurent ses conclusions motivées précisant si elles sont favorables ou non à la constitution de l'association. Cette opération doit être terminée dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête publique.

Ces documents seront consultables durant un an sur le site internet des services de l'État en Haute-Corse (www.haute-corse.gouv.fr). Une copie sera adressée par le préfet au maire de Noceta pour être tenue à la disposition du public. En outre, toute personne intéressée pourra en obtenir communication auprès de la direction départementale des territoires – service juridique et coordination – 8, boulevard Benoîte Danesi – CS 60 008 – 20411 Bastia Cedex 9.

Article 7 : CONSULTATION DES PROPRIÉTAIRES PAR ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE

Tous les propriétaires des parcelles comprises dans le périmètre de l'association foncière pastorale sont invités à une assemblée constitutive le vendredi 18 août 2023, à 17h dans les locaux de la Maison commune à Noceta, soit un mois au moins après la clôture de l'enquête publique. Le maire ou son représentant est nommé président de l'assemblée constitutive.

Le procès-verbal de la consultation écrite dressé par le président de l'assemblée constate :

- le nombre de propriétaires convoqués et le nombre des présents ;
- le vote nominal de chaque propriétaire présent,
- les adhésions ou les refus d'adhésion formulés par écrit avant la réunion,
- le nom des propriétaires qui, dûment avisés des conséquences de leur abstention, n'ont pas fait connaître leur opposition par écrit avant cette réunion ou par vote à cette assemblée ;
- le résultat de la délibération.

Les adhésions ou refus d'adhésion sont annexés au procès verbal signé par le président de l'assemblée constitutive ainsi que la feuille de présence de l'assemblée. Le procès verbal est transmis par le président de l'assemblée constitutive avec les pièces annexées à l'attention du préfet à l'adresse suivante : Direction départementale des Territoires de la Haute-Corse, Service Agriculture et Forêt, 8 boulevard Benoîte Danesi CS 60008 20411 BASTIA cedex 9.

Lorsque l'association est constituée à l'initiative de la commune sans qu'un de ses immeubles soit inclus dans le périmètre de l'association, le maire est invité à participer, avec voix consultative, à l'assemblée constitutive. Le préfet assiste de droit à l'assemblée.

A défaut d'avoir fait connaître leur opposition par lettre recommandée avec demande d'accusé réception dans les délais prévus ou de l'avoir, le cas échéant, par vote à l'assemblée générale constitutive, les propriétaires seront réputés favorables à la création de l'association.

Article 8 : APPRÉCIATION DU PREFET

Le préfet de la Haute-Corse dispose d'un pouvoir d'appréciation. Il tient compte des résultats de l'enquête publique et de la consultation des propriétaires, mais il peut, même si ceux-ci sont favorables, refuser la création s'il dispose de motifs sérieux de contexte local s'y opposant.

Article 9 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R.421-1 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Bastia, notamment par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication par voie d'affichage.

Article 10 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture, la directrice départementale des territoires, le maire de Noceta, et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Corse.

Fait à Bastia, le **25 MAI 2023**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

Yves DAREAU

Annexes :

- projet de statuts de l'association foncière pastorale
- liste des parcelles de l'association foncière pastorale
- carte du périmètre
- formulaire d'adhésion ou de refus d'adhésion.



CONSTITUTION D'UNE ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE

PROJET DE STATUTS

Vu le Code rural, notamment ses articles L131-1, L135-1 à L135-12 et R135-2 à R135-9 ;

Vu l'ordonnance modifiée n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006 ;

Vu le Code de l'environnement et la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.

CHAPITRE 1

CONSTITUTION DE L'ASSOCIATION FONCIERE AUTORISEE

Article 1 : Création de l'association foncière autorisée

Les propriétaires des terrains compris dans le périmètre constitué par les immeubles situés sur la commune de Noceta sont réunis en une Association Foncière Pastorale autorisée soumise aux dispositions de l'article L 131-1 et des articles L 135-1 à L 135-9 du Code rural, de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004, notamment ses articles 1 à 6, 11 à 42 et du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006, notamment ses articles 1,2, 7 à 72.

La liste des immeubles compris dans le périmètre syndical se trouve annexée aux présents statuts. Les bâtiments qui ne sont pas à destination pastorale, agricole ou forestière sont exclus de l'association foncière pastorale.

Aux termes de l'article 2, alinéa 3, de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004, l'association syndicale autorisée est un établissement public à caractère administratif.

Aux termes de l'article 5 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004, l'association syndicale autorisée possède la pleine capacité juridique.

Article 2 : Le Périmètre Syndical

En vertu des premiers et derniers alinéas de l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} juillet 2004 susvisée, « Les droits et obligations qui dérivent de la constitution d'une association syndicale de propriétaires sont attachés aux immeubles compris dans le périmètre de l'association et les suivent, en quelques mains qu'ils passent, jusqu'à la dissolution de l'association ou la réduction de son périmètre.

Projet de statuts - AFP de Nuceta

Lors de la mutation d'un bien compris dans le périmètre d'une association syndicale, avis de la mutation doit être donné, dans les conditions prévues à l'article 20 de la loi n°65-557 du 10 juillet 1965, à l'association qui peut faire opposition dans les conditions prévues audit article pour obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire ».

Il ressort des dispositions de l'article 4 de la même ordonnance,

D'une part, que les propriétaires membres ont l'obligation d'informer :

- les acheteurs éventuels des parcelles engagées dans l'association des charges et des droits attachés à ces parcelles,
- les locataires de l'immeuble de cette inclusion et des servitudes afférentes ;

Et, d'autre part, que :

- Toute mutation de propriété d'un immeuble inclus dans le périmètre doit, également, être notifiée au Président de l'association par le notaire qui en fait le constat.

Article 3 : Nom, siège et durée de l'association

L'association se dénomme : ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE DE NUCETA.

Son siège est fixé à la mairie de Nuceta - 20242 Noceta.

L'association a une durée correspondant à la réalisation ou l'extinction de son objet statutaire.

Article 4 : Objet de l'association

L'association foncière autorisée a pour objet :

- de contribuer à la protection du milieu naturel, des sols, notamment contre les ravages des incendies, en faisant assurer la mise en valeur pastorale, agricole, forestière, des fonds ;
- d'assurer ou de faire assurer l'aménagement, l'entretien et la gestion des ouvrages collectifs, lesquels peuvent être soit des ouvrages réalisés par l'association, sur les terres situées à l'intérieur de son périmètre ou en dehors, soit des ouvrages déjà existants avant la création de l'association, soit des ouvrages mis à sa disposition par des tiers, pouvant concourir aux missions de l'association ;
- d'assurer ou faire assurer la mise en valeur et la gestion des fonds à destination pastorale, agricole ou forestière, ainsi que des terrains boisés ou à boiser inclus dans le périmètre ;
- d'autoriser ou réaliser à titre accessoire, et à condition d'en confier la gestion à des tiers, des équipements à des fins autres qu'agricoles ou forestières, de nature à contribuer au maintien de la vie rurale et à des actions tendant à la favoriser ;

De manière ponctuelle et marginale, l'association pourra accomplir certaines activités accessoires, comme la valorisation du patrimoine naturel et culturel ainsi que la sauvegarde de la vie sociale, qui contribuent à l'accomplissement de son objet social principal ou qui en sont le complément naturel.

Article 5: Modalités de gestion des parcelles et des biens

Sur les terrains compris dans leur périmètre les AFP peuvent:

- assurer en direct la mise en valeur et la gestion des parcelles ;
- faire assurer la mise en valeur et la gestion des parcelles. Elles peuvent ainsi donner en location les terres situées dans son périmètre à des groupements pastoraux définis à l'article L. 113-3 du Code rural ou à d'autres personnes, physiques ou morales, s'engageant à respecter les conditions minimales d'équipement et d'exploitation qui pourront être édictées par le préfet.

Les conventions de location qui peuvent intervenir, simultanément ou non, entre les exploitants des terres à vocation pastorale, agricole et forestière et l'association, sont :

- des conventions pluriannuelles de pâturages pouvant prévoir des travaux d'équipement ou d'entretien qui seront mis à la charge de chacune des deux parties ;
- sur mandat des propriétaires, l'association pourra présenter un plan de gestion forestier sur les parcelles boisées de son périmètre
- les modalités d'intervention de l'association seront précisées par un règlement intérieur.

Article 6: Droits d'usage

Lorsque des droits d'usage grèvent les biens communaux et sectionaux compris dans son périmètre, l'association doit solliciter l'application des procédures prévues par les lois n° 67-6 du 3 janvier 1967 et n° 63-645 du 8 juillet 1963.

Dans le cas où subsistent, dans le périmètre de l'association, des droits d'usage et que la sauvegarde de ces droits est incompatible avec l'exploitation pastorale nécessaire, l'association peut, si un accord amiable n'intervient pas, demander au tribunal compétent de l'ordre judiciaire :

1. - de suspendre l'exercice de ces droits pendant la durée de l'association foncière,
2. - de modifier les modalités d'exercice de ces droits et notamment de les cantonner dans une partie du périmètre ou clans des terrains acquis ou loués par l'association à l'extérieur de ce périmètre.

Le tribunal alloue s'il y a lieu des indemnités compensatrices.

Les présentes dispositions sont applicables aux servitudes.

Article 7 : Procédure de cantonnement

L'association peut, à défaut d'accord amiable, au cas où des terres incluses dans le périmètre font l'objet d'une exploitation par faire valoir direct ou par bail et si cette exploitation en est faite dans des conditions mettant obstacle à une mise en valeur conforme à l'intérêt général des terres regroupées, demander au tribunal compétent de l'ordre judiciaire de décider, sous réserve le cas échéant d'une

indemnité compensatrice, que le droit de jouissance de l'exploitant soit cantonné comme il est dit à l'article 6.

CHAPITRE II

MODALITES DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE AUTORISEE

Article 8 : Les organes administratifs

Les organes de l'association sont l'assemblée des propriétaires, le syndicat, le président et le vice-président.

SECTION 1 - L'ASSEMBLEE DES PROPRIETAIRES

Article 9 : La composition de l'assemblée générale

L'assemblée des propriétaires est composée de l'ensemble des propriétaires du périmètre de l'association foncière pastorale.

Un propriétaire est identifié par le compte de propriété indiqué par le numéro communal de la matrice cadastrale. **Un compte de propriété correspond à une voix.**

En cas d'usufruit, le nu-propriétaire est seul membre de l'association sauf s'il convient que la qualité de membre est assurée par l'usufruitier.

Un propriétaire peut être concerné par plusieurs comptes de propriété. Lorsqu'un compte de propriété concerne plusieurs personnes, celles-ci devront désigner la personne qui les représentera aux assemblées des propriétaires.

Les propriétaires peuvent se faire représenter par tout mandataire de leur choix. Le nombre de pouvoirs est limité à 4 par personne. En vertu de l'article 19 du décret du 3 mai 2006, « le mandat de représentation est écrit et ne vaut que pour une seule réunion. Il est toujours révocable ».

Un état nominatif des propriétaires membres de l'assemblée, avec indication des voix dont ils disposent, est tenu à jour par le Président de l'association foncière. Ce dernier rectifie la liste à la demande de tout nouveau propriétaire justifiant de son droit à siéger à l'assemblée.

Le préfet et les maires des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association, sont avisés, dans les délais prévus à l'article 19 du décret du 3 mai 2006, de la réunion de l'assemblée générale et de ce qu'ils peuvent y participer ou se faire représenter avec voix consultative.

Article 10 : Réunion de l'assemblée générale et délibérations

L'assemblée des propriétaires se réunit en session ordinaire tous les ans, sur convocation du Président de l'association, avant la préparation du budget annuel. L'assemblée peut se réunir également en session extraordinaire à la demande du syndicat, du préfet ou de la majorité de ses membres.

La liste des membres de l'association doit être déposée au siège de l'association pendant quinze jours avant la réunion de l'assemblée. Ce dépôt doit faire l'objet d'un affichage en mairie.

En vertu de l'article 19 du décret du 3 mai 2006 « le Président convoque l'assemblée par courrier envoyé à chaque membre quinze jours au moins avant la réunion et indiquant le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la séance. Les convocations peuvent également être envoyées par télécopie ou courrier électronique ou être remises en main propre. En cas d'urgence, le délai de convocation peut être de cinq jours. »

Les propriétaires peuvent se faire représenter par tout mandataire de leur choix. Le mandat de représentation est écrit et ne vaudra que pour une seule réunion.

L'assemblée des propriétaires est valablement constituée quand le nombre total de voix des membres présents et représentés est au moins égal à la moitié plus une du total des voix de ses membres. Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée est à nouveau convoquée sur le même ordre du jour dans l'heure suivant la première réunion, sous réserve que les convocations le précisent expressément. L'assemblée délibère alors valablement sans condition de quorum.

Article 11 : Les délibérations de l'assemblée générale

Les délibérations de l'assemblée sont adoptées à la majorité des voix des membres présents et représentés. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante sauf si le scrutin est secret. Le vote a lieu au scrutin secret à la demande d'au moins un tiers des voix des membres présents et représentés.

En vertu de l'article 18, alinéa 4 du décret du 3 mai 2006, « toute délibération est constatée par un procès-verbal signé par le président et indiquant le résultat des votes. Le texte de la délibération soumise au vote y est annexé ». Le procès-verbal indique également la date et le lieu de la réunion. Il lui est annexé la feuille de présence.

Dans le respect des dispositions prévues à l'article 43 du décret du 3 mai 2006 « les délibérations de l'assemblée sont conservées au siège de l'association par ordre de date dans un registre coté et paraphé par le président. Ce recueil peut être consulté par toute personne qui en fait la demande (repris à l'article 14).

Article 12 : Les attributions de l'assemblée générale

L'assemblée des propriétaires élit les membres du syndicat et leurs suppléants chargés de l'administration de l'association et se prononce le cas échéant sur le principe et le montant de l'indemnité du président et du vice-président.

Conformément aux dispositions des articles L.135-3-1 et R.135-8 du Code rural, l'assemblée générale délibère :

- a) sur la gestion du syndicat qui lui rend compte, lors de chaque assemblée générale ordinaire, des opérations accomplies depuis la précédente assemblée générale ordinaire ;
- b) sur la fixation du montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le syndicat et sur les emprunts qui, soit par eux-mêmes, soit réunis aux emprunts non encore remboursés, dépassent ce montant maximum.
- c) sur les propositions de dissolution ou de modification de l'acte d'association prévues au chapitre IV du titre III de l'ordonnance du 1er juillet 2004, pour les demandes de distraction des terres incluses dans le périmètre de l'association, la délibération de l'assemblée ne revêt que la forme d'un avis,
- d) sur toutes les questions dont l'examen lui est confié par une loi, un décret ou les statuts ;
- e) le cas échéant et dans les conditions de majorité prévues aux articles L. 135-3 et L. 135-5 du Code rural, sur le programme de travaux neufs et de grosses réparations qui lui est proposé par le syndicat.
Toutefois, en cas d'urgence, les travaux ne figurant pas au programme adopté par l'assemblée générale peuvent être engagés par le syndicat, à charge pour ce dernier de convoquer une assemblée générale extraordinaire en vue de leur approbation ;
- f) sur l'adhésion à une union ou la fusion avec une autre association syndicale autorisée ou constituée d'office, l'adhésion à une fédération départementale d'associations syndicales autorisées.

L'assemblée des propriétaires peut se réunir en session extraordinaire à la demande du syndicat, du préfet ou de la majorité de ses membres pour modifier l'acte d'association ou prendre des décisions concernant l'existence même de l'association.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère que sur les questions qui lui sont soumises par le syndicat ou le préfet et qui sont mentionnées dans l'ordre du jour joint à la convocation.

SECTION 2 – LE SYNDICAT

Article 13 : La composition du syndicat

Le nombre de membres du syndicat élus par l'assemblée des propriétaires est de 6 titulaires et de 6 suppléants.

Les membres du syndicat sont élus par l'assemblée des propriétaires à la majorité absolue des voix des membres présents et représentés au premier tour de scrutin. A défaut, la majorité relative est suffisante au second tour de scrutin.

Projet de statuts - AFP de Nuceta

Les fonctions des membres du syndicat durent 3 ans. Ils sont renouvelables par tiers lors des assemblées des propriétaires. Lors des deux premiers renouvellements, les membres du syndicat sortants sont désignés par tirage au sort. A partir du troisième, ils sont désignés par l'ancienneté. Les membres du syndicat sont indéfiniment rééligibles. Leurs fonctions sont gratuites et ils ne peuvent prétendre qu'au remboursement de leurs frais selon les décisions de l'assemblée générale.

Les membres du syndicat titulaires et suppléants sont rééligibles.

En vertu de l'article 24 du décret du 3 mai 2006, un membre du syndicat peut se faire représenter en réunion par un autre membre du syndicat, par son locataire, par autre co-indivisaire en cas d'indivision, par l'usufruitier ou le nu-propriétaire en cas de démembrement de la propriété.

Le mandat de représentation est écrit et ne vaut que pour une seule réunion. Il est toujours révocable. Une même personne ne peut détenir un nombre de pouvoirs supérieurs au tiers des membres en exercice du syndicat.

Le suppléant remplace le membre titulaire du syndicat qui est démissionnaire, qui cesse de satisfaire aux conditions d'éligibilité ou qui est empêché définitivement d'exercer ses fonctions, ou absent. En vertu de l'article 25, alinéa 2 du décret du 3 mai 2006, un membre du syndicat absent sans motif reconnu légitime lors de trois réunions consécutives peut être déclaré démissionnaire par le Président. La suppléance dure jusqu'à ce qu'un nouveau titulaire soit élu pour la durée du mandat restant à courir. Sauf délibération du syndicat provoquant une assemblée générale extraordinaire pour élire un nouveau titulaire, l'élection du nouveau membre aura lieu lors de l'assemblée ordinaire suivante.

Conformément aux dispositions du sixième alinéa de l'article 23 du décret du 3 mai 2006, l'organisme qui apporte à une opération une subvention d'équipement au moins égale à 15 % du montant total des travaux participe à sa demande, avec voix consultative, aux réunions du syndicat pendant toute la durée de l'opération.

Le syndicat fixe le lieu de ses réunions.

Article 14 : La convocation du syndicat

Pour sa première réunion le syndicat est convoqué et présidé par le plus âgé de ses membres.

Le syndicat est convoqué par le président et/ou le vice-président par courrier électronique ou courrier remis en main propre. Le délai de convocation est de cinq jours au moins avant la date de réunion et de deux jours en cas d'urgence. Il peut également être convoqué à la demande du tiers de ses membres ou du préfet.

Le président vérifie la régularité des mandats donnés par les membres du syndicat.

Le syndicat peut adjoindre à ses réunions la participation d'autres personnes avec voix consultative.

Article 15 : Les attributions du syndicat

Sous réserve des attributions de l'assemblée générale, le syndicat règle, par ses délibérations, les affaires de l'association foncière pastorale. Le syndicat délibère notamment sur:

- les catégories de marchés qui, en raison de leur nature ou du montant financier engagé, doivent lui être soumis pour approbation et celles dont il délègue la responsabilité au président ;

- le budget annuel et le cas échéant le budget supplémentaire et les décisions modificatives
- le rôle des redevances syndicales et les base, de répartition des dépenses entre les membres de l'association prévues au II de l'article 31 de l'ordonnance du 1er juillet 2004 dans le respect des dispositions du deuxième alinéa de l'article L.135-2 du Code rural ;
- les emprunts dans la limite du montant fixé par l'assemblée générale en application de l'article R.135-8 du Code Rural ;
- les comptes de gestion et le compte administratif
- la création des régies de recettes et d'avances dans les conditions fixées aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales ;
- les travaux, en cas d'urgence, ne figurant pas au programme adopté par l'assemblée générale, à charge pour lui de la convoquer extraordinairement vue de leur approbation ;
- l'extension du périmètre syndical dans les conditions particulières prévues à l'article 37 de l'ordonnance du 1er juillet 2004,
- les conditions de location
- l'autorisation donnée au président d'agir en justice ;
- des accords ou conventions entre l'association foncière pastorale autorisée et des collectivités publiques ou personnes privées qui peuvent prévoir une contribution financière de ces collectivités à l'association foncière pastorale dans les limites de la compétence de cette dernière ;
- les conventions prévues à l'article R.135.-9 du Code rural ;
- l'élaboration, le cas échéant, d'un règlement de service, et ses éventuelles modifications ;
- Fixer en cas de délaissement, par entente amiable, l'indemnité à accorder aux délaissants ;
- proposer au préfet un agent comptable ;
- faire des propositions sur tout ce qu'il croira utile aux intérêts de l'association.

Aux termes de l'article 27 du décret du 3 mai 2006, le syndicat délibère valablement lorsque plus de la moitié de ses membres est présente ou représentée. Lorsque cette condition n'est pas remplie, le syndicat est à nouveau convoqué sur le même ordre du jour dans l'heure suivant la première réunion, sous réserve que les convocations le précisent expressément. Les délibérations peuvent avoir lieu par visio-conférences.

Les délibérations sont adoptées à la majorité des voix des membres du syndicat présents et représentés. En cas de partage égal, la voie du président est prépondérante.

Les délibérations sont signées par le Président et un autre membre du syndicat. La feuille de présence signée est annexée aux délibérations, qui sont conservées dans les conditions prévues à l'article 43 du décret du 3 mai 2006.

Les délibérations du syndicat sont définitives et exécutoires selon les articles 40 à 43 du décret du 3 mai 2006, sauf celles portant sur les objets pour lesquels l'approbation de l'assemblée générale est mentionnée à l'article 12 des présents statuts.

SECTION 3 – LE PRESIDENT ET LE VICE-PRESIDENT

Article 16 : La désignation du président et du vice-président

Lors de la réunion qui suit l'élection de ses membres ou la révocation du président et/ou du vice-président en place, les membres du syndicat élisent l'un d'eux pour remplir les fonctions de président et un autre en tant que vice-président, selon les conditions de délibération prévues à l'article 15 des présents statuts. Cependant, le vote aura lieu à bulletin secret à la demande du tiers des voix des membres présents et représentés.

Lorsqu'il s'agit de procéder pour la première fois, à la nomination du président et du vice-président, le syndicat est convoqué et présidé par le doyen d'âge parmi ses membres. Les autres réunions ont lieu suivant les besoins du service, sur la convocation du président. Le président est, en outre, tenu de convoquer les syndics soit à la demande du tiers au moins d'entre eux, soit sur l'invitation du préfet.

La durée de leur mandat correspond à celui des membres du syndicat. Toutefois, le syndicat peut révoquer le président et/ou le vice-président en cas de manquement à leurs obligations et procéder à leur remplacement par une nouvelle élection pour la durée du mandat restant à courir. Il en est de même en cas de démission du président et/ou du vice-président de leur fonction ou de leur qualité de membre du syndicat.

Le président et le vice-président sont rééligibles. Ils conservent leur fonction jusqu'à l'installation de leur successeur.

Article 17: Les attributions du président et du vice-président

Le président :

- prépare et exécute les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du syndicat. Il en convoque et préside les réunions,
- est le chef des services de l'association et son représentant légal, il en est l'ordonnateur
- élabore, dans des conditions fixées par l'article 21 du décret du 3 mai 2006, un rapport sur l'activité de l'association et sa situation financière ;
- prend tous actes de préparation, de passation, d'exécution et de règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui lui sont délégués par le syndicat dans les conditions prévues à l'article 26 du décret du 3 mai 2006. Il est la personne responsable des marchés et réceptionne les travaux ;
- par délégation de l'assemblée des propriétaires, modifie les délibérations prises par elle lorsque le préfet en a fait la demande dans les conditions prévues à l'article 40 du décret du 3 mai 2006. Il rend compte de ces modifications lors de la plus proche réunion ou consultation écrite de l'assemblée des propriétaires ;
- constate les droits de l'association syndicale autorisée et liquide les recettes. il prépare et rend exécutoires les rôles. Il tient la comptabilité de l'engagement des dépenses dans les conditions fixées par l'arrêté interministériel pris pour l'application de l'article L. 2342-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- à l'exception du comptable dont les modalités de nomination sont prévues à l'article 65 du décret du 3 mai 2006, il recrute, gère et affecte le personnel. Il fixe les conditions de sa rémunération ;
- veille à la conservation des plans, registres et autres papiers relatifs à l'administration de l'association et qui sont déposés au siège social ;

- prépare le budget, présente au syndicat le compte administratif. Il engage et liquide les dépenses et recettes. Il prépare et rend exécutoire les rôles ;
- rend exécutoire les actes de l'association par affichage au siège ou par notification aux intéressés.

Les obligations du président envers le préfet sont les suivantes :

- lui adresser immédiatement avis de convocations de l'assemblée générale et copie des délibérations de l'assemblée ;
- l'informer de la date de réception des travaux ;
- si les ouvrages sont exécutés sur le domaine public d'une collectivité territoriale, l'exécutif de cette collectivité est également informé.

Il transmet au Préfet:

- les délibérations de l'assemblée générale des propriétaires ;
- les bases de répartition des dépenses et des recettes arrêtées par le syndicat ;
- les projets, devis, moyens de réalisation et cahiers des charges relatifs aux équipements autres que pastoraux, agricoles ou forestiers
- les conventions relatives au marché et emprunts à l'exception de ceux passés selon la procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des marchés publics ;
- le budget annuel et le cas échéant le budget supplémentaire et les décisions modificatives ;
- le compte administratif ;
- le rapport sur l'activité de l'association et sa situation financière élaboré, dans les conditions fixées à l'article 21 du décret du 3 mai 2006
- les ordres de réquisition éventuels du comptable,
- le règlement intérieur éventuel.

Le vice-président supplée le Président absent ou empêché.

Article 18 : Les actes de l'association syndicale

Les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du syndicat et les actes pris par le président de l'association sont transmis au préfet et rendus exécutoires.

Les délibérations de l'assemblée des propriétaires et du syndicat, ainsi que les actes pris par le président sont conservés au siège de l'association par ordre de date dans un registre coté et paraphé par le président. Ce recueil peut être consulté par toute personne qui en fait la demande.

CHAPITRE III

LA REALISATION DES TRAVAUX ET OUVRAGES

Article 19 : La nature juridique des travaux et ouvrages

Les travaux et ouvrages effectués par l'association syndicale autorisée pour l'exécution même de sa mission de service public sont des travaux publics alors même qu'ils ne bénéficieraient qu'à un seul particulier.

Les travaux et ouvrages réalisés par l'association dans l'intérêt d'un seul propriétaire qui en assume le financement par contrat, même s'il est membre de l'association, n'ont pas le caractère de travaux publics.

Article 20 : L'application des règles du Code de la commande publique

Les marchés publics de l'association syndicale autorisée sont passés et exécutés conformément aux dispositions du code de la commande publique applicable aux collectivités publiques, sous réserve de dispositions spécifiques à la composition de la commission d'appel d'offres et des modalités de son fonctionnement.

Article 21 : La commission d'appel d'offres

Une commission d'appel d'offres permanente est constituée au sein de l'association syndicale.

a) Composition de la commission d'appel d'offres.

- Pour tous les travaux, conformément à l'article 44 du décret du 3 mai 2006, il est constitué une commission d'appel d'offres à caractère permanent réunie dans le cadre de procédures formalisées définies par le Code de la commande publique. Cette commission est composée du président de l'association, qui assume la présidence de la commission, de deux membres désignés par le syndicat en son sein et d'un membre de l'assemblée désigné par celle-ci.
- Lors de la réunion du syndicat qui suit chaque élection de ses membres, ceux-ci élisent, à la majorité des voix des membres présents ou représentés, les membres de la commission d'appel d'offres.
- L'élection des suppléants a lieu selon les mêmes modalités. Si un titulaire est définitivement empêché, il pourra être remplacé par un suppléant élu selon un ordre dans une liste qui aura été établie par le président et ce jusqu'à la prochaine élection des membres du syndicat.
- Cette commission aura tout pouvoir pour attribuer les marchés.
- En cas d'offre supérieure à l'estimation de l'opération, les marchés doivent être approuvés par le syndicat.

b) Fonctionnement de la commission d'appel d'offres

Le président convoque la commission par courrier postal ou électronique cinq jours francs avant la réunion, en indiquant le jour, l'heure et l'ordre du jour de la séance. Les convocations peuvent également être remises en mains propres.

Le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents. Si après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission d'appel d'offres est à nouveau convoquée. Ils se réunissent alors valablement sans condition de quorum. Les délibérations de la commission d'appel d'offres sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal, la voix du président est prépondérante.

En cas d'urgence impérieuse prévue à l'article R 2122-1 du Code de la commande publique et selon l'art. L 1414-2 du Code général des collectivités territoriales, le marché peut être attribué sans réunion préalable de la commission d'appel d'offres.

Les délibérations des commissions d'appel d'offres sont prises à la majorité des voix des membres présents. En cas de partage égal, la voix du président est prépondérante.

Peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission : des personnalités désignées par le président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation (salarié de l'association foncière pastorale, agent de l'État, etc.) et, lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission d'appel d'offres, le comptable public et un représentant du directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Un procès-verbal de chaque réunion de la commission est établi et signé par le Président et deux autres membres de la commission. La feuille de présence signée est annexée au procès-verbal, qui est conservé dans le registre des réunions de la commission.

Après achèvement des travaux ou l'acquisition de matériel, le Président de l'association, assisté des membres du syndicat désignés par ce dernier, ainsi que s'il y a lieu, du maître d'œuvre, procède(nt) à leur réception. Le préfet, informé de la date de la réception, peut s'y faire représenter. Le maire de la commune doit de même être avisé lorsque des ouvrages ont été réalisés sur le domaine public de celle-ci. Cette réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

CHAPITRE IV

LES DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 22 : Les recettes et les dépenses

Conformément aux dispositions du I de l'article 31 de l'ordonnance du 1er juillet 2004,

a) Les ressources de l'association syndicale comprennent :

- les redevances dues par ses membres ;
- les dons et legs ;
- le produit des cessions d'éléments d'actifs ;
- les subventions de diverses origines ;
- le revenu des biens meubles ou immeubles de l'association ;
- le produit des emprunts ;
- le cas échéant, l'amortissement, les provisions et le résultat disponible de la section de fonctionnement ;

Projet de statuts - AFP de Nuceta

- tout autre produit afférent aux missions définies dans les statuts.

Le montant des ressources annuelles devra permettre de faire face notamment :

- aux intérêts et aux annuités d'amortissement des emprunts restant dus,
- aux frais généraux annuels d'exploitation, d'entretien et de fonctionnement des ouvrages de l'association,
- aux frais de fonctionnement et d'administration générale de l'association,
- au déficit éventuel des exercices antérieurs ;
- à la constitution éventuelle de réserves destinées à faire face aux éventuels retards dans le recouvrement des cotisations dues par les membres, aux grosses réparations et au renouvellement des équipements.

Il sera tenu une comptabilité distincte pour chacune de ces catégories d'activité et pour chacune des activités autres que pastorales, agricoles et forestières.

b) Les dépenses de l'association sont liées à son fonctionnement et à l'investissement dont le plan et l'amortissement sont définis par le syndicat.

En vertu des dispositions au II de l'article 31 de l'ordonnance du 1er juillet 2004 « les contributions syndicales sont établies annuellement et réparties entre les membres en fonction des bases de répartition des dépenses déterminées par le syndicat. Ces bases tiennent compte de l'intérêt de chaque propriété à l'exécution des missions de l'association. » L'article L.135-2 du Code rural précise que « Les dépenses afférentes aux travaux réalisés par l'association foncière sont réparties entre les propriétaires de l'ensemble des zones agricoles, d'une part, ceux de l'ensemble des zones forestières, d'autre part, selon l'intérêt des travaux pour chacune des parcelles concernées. »

c) Les recettes et les dépenses de l'association sont réparties entre les activités pastorales et agricoles, les activités forestières, les activités concernant la protection contre les dangers entraînant des dépenses qui excèdent la seule mise en valeur pastorale, agricole et forestière et donnant lieu à versement des quotes-parts par les collectivités locales intéressées.

Une comptabilité distincte est tenue pour chaque catégorie d'activité.

d) Les bases de répartition entre les adhérents de la quote-part des recettes leur revenant et des charges leur incombant sont fixées par le syndicat de l'association selon les dispositions prévues par l'article 51 du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 ci-après.

« Le syndicat élabore un projet de bases de répartition des dépenses entre les membres de l'association, accompagné d'un tableau faisant état pour chaque membre de la proportion suivant laquelle il contribue et d'un mémoire explicatif indiquant les éléments de ses calculs et assorti le cas échéant d'un plan de classement des propriétés en fonction de leur intérêt à l'exécution des missions de l'association et d'un tableau faisant connaître la valeur attribuée à chaque classe.

Un exemplaire du projet et de ses annexes et un registre destiné à recevoir les observations des membres de l'association sont déposés pendant quinze jours au siège de l'association. Ce dépôt est annoncé par affichage dans chacune des communes sur le territoire desquelles s'étend le périmètre de l'association ou publication dans un journal d'annonces légales du département siège de l'association, ou par tout autre moyen de publicité au choix du syndicat.

A l'expiration de ce délai, le syndicat examine les observations des membres de l'association. Il arrête ensuite les bases de répartition des dépenses. Cette délibération est notifiée aux membres de l'association par le président. »

Article 23 : Le budget

Le budget de l'association syndicale autorisée est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'association. Il est proposé par le président et voté par le syndicat.

Le projet de budget est établi par le président de l'association avant le 31 décembre de l'année précédant l'exercice et déposé au siège de l'association pendant quinze jours. Ce dépôt est annoncé par affichage à la mairie de Nuceta. Chaque membre de l'association peut présenter des observations au président.

Le projet de budget accompagné d'un rapport explicatif du président et, le cas échéant, des observations des intéressés, est ensuite voté par le syndicat avant le 31 janvier de l'année de l'exercice et transmis avant le 15 février au préfet.

Le budget de l'association doit être voté en équilibre réel.

Article 24 : L'arrêté des comptes

L'arrêté des comptes de l'association syndicale autorisée est constitué par le vote du syndicat sur le compte administratif présenté par le président de l'association accompagné d'un rapport explicatif et sur le compte de gestion établi, certifié exact par le trésorier-payeur général ou le receveur des finances et transmis par le comptable de l'association syndicale autorisée au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice. Le vote du syndicat intervient au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Le compte administratif et le compte de gestion sont arrêtés si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre leur adoption.

Le compte administratif ainsi arrêté est transmis au préfet au plus tard le 15 juillet de l'année suivant l'exercice.

Article 25 : Le recouvrement des taxes — Comptabilité

Les fonctions de comptable de l'association foncière pastorale sont confiées à un comptable direct. Le comptable est désigné par le préfet sur proposition du syndicat, après avis du trésorier-payeur général.

L'association est redevable d'une contribution de fonctionnement et de service comptable dont le tarif est fixé par arrêté du ministre en charge du Budget et du ministre de l'Intérieur.

Le comptable de l'association syndicale autorisée est chargé seul et sous sa responsabilité d'exécuter les recettes et les dépenses, de procéder au recouvrement de tous les revenus de l'association ainsi que de toutes les sommes qui lui seraient dues. Il est responsable de l'acquittement des dépenses ordonnancées par le président jusqu'à concurrence des crédits régulièrement accordés.

Article 26 : Les rôles

Les rôles sont préparés par le président d'après les bases de répartition établies conformément aux dispositions de l'article 25 ci-dessus et arrêtés par le syndicat. Ils sont rendus exécutoires par le président et mis en recouvrement dans les formes prescrites pour les contributions directes.

Selon l'article 56 du décret du 3 mai 2006, lorsque le syndicat refuse de faire procéder à la confection des rôles, le préfet désigne un agent spécial pour y pourvoir. Le montant de l'indemnité de l'agent est à la charge de l'association.

Il peut y avoir compensation dans les mains du receveur entre les charges incombant à chaque associé et la quote-part des recettes leur revenant.

CHAPITRE V

MODIFICATION DES CONDITIONS INITIALES ET DISSOLUTION

Article 27: L'extension du périmètre ou la modification de l'objet social

L'extension du périmètre de l'association syndicale ou le changement de son objet social peut être présenté à l'initiative du syndicat, d'un quart des propriétaires membres de l'association, de la commune de Nuceta ou du préfet. L'extension de périmètre peut également être demandée par des propriétaires dont les immeubles ne sont pas inclus dans le périmètre.

La proposition de modification est soumise à l'assemblée des propriétaires membres de l'association.

Lorsque la majorité des propriétaires représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou les deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétés, telle qu'elle est définie à l'article L.135-3 du Code rural des membres de l'assemblée, se prononce en faveur de la modification envisagée, celle-ci est approuvée.

L'association sollicite alors le préfet qui procède à une enquête publique et organise la consultation des propriétaires susceptibles d'être inclus dans le périmètre, conformément aux dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 1er juillet 2004.

Si la proposition de modification de périmètre porte sur une surface n'excédant pas sept pour-cent de la surface incluse dans le périmètre de l'association et qu'ont été recueillis, par écrit, l'adhésion de chaque

propriétaire concerné et à la demande du préfet, l'avis favorable de la commune intéressée, cette proposition est soumise au syndicat qui se prononce à la majorité des membres.

Article 28 : La distraction du périmètre

Pour toutes les parcelles incluses dans le périmètre de l'association foncière pastorale qui deviendraient constructibles au titre du plan local d'urbanisme, la distraction, à la demande du ou des propriétaires concernés, est obligatoire. L'ensemble des propriétaires, le conseil syndical ou le locataire ne peuvent s'y opposer sachant que lesdits propriétaires restent redevables de la quote-part des annuités d'emprunts contactés par l'association, s'il y a lieu, durant leur adhésion jusqu'à leur remboursement intégral et le cas échéant, des charges correspondant à l'entretien des ouvrages collectifs dont ils continueront à bénéficier.

En dehors des procédures d'urbanisme, si une parcelle ne présente plus de façon définitive d'intérêt à être compris dans le périmètre de l'association syndicale autorisée peut en être distrait. La demande de distraction émane de l'autorité administrative, du syndicat ou du propriétaire de la parcelle.

La proposition de distraction est soumise à l'assemblée des propriétaires qui se prononce la majorité des propriétaires représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou les deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétés.

Si la réduction de périmètre porte sur une surface n'excédant pas 7% de celle du périmètre, l'assemblée des propriétaires peut décider que la proposition de distraction fera seulement l'objet d'une délibération du syndicat.

Lorsque l'assemblée des propriétaires s'est prononcée en faveur de la distraction, le préfet peut autoriser celle-ci par acte publié et notifié aux propriétaires concernés.

Les propriétaires des fonds distraits restent redevables de la quote-part des emprunts contractés par l'association durant leur adhésion jusqu'au remboursement intégral de ceux-ci.

Lorsque l'association possède des immeubles situés sur une parcelle distraite, ceux-ci sont remis, sauf convention contraire, au propriétaire de la parcelle. Cette remise peut faire l'objet d'une indemnité versée à l'association.

Article 29 : Les autres modifications statutaires

Les propositions de modifications statutaires émises, par le syndicat ou par le dixième des propriétaires membres de l'assemblée, sont soumises à l'assemblée des propriétaires convoquée en session extraordinaire. La délibération est transmise au préfet qui peut autoriser les modifications statutaires.

Article 30: La dissolution

L'association syndicale autorisée peut être dissoute, par arrêté préfectoral, à la demande des membres de l'association représentant au moins les deux tiers de la superficie des propriétés ou les deux tiers des propriétaires représentant plus de la moitié de la superficie des propriétés.

En application de l'article 42 de l'ordonnance du 1er juillet 2004, les conditions dans lesquelles l'association foncière pastorale est dissoute ainsi que la dévolution du passif et de l'actif sont

déterminées soit par le syndicat, soit, à défaut, par un liquidateur nommé par le préfet. Elles doivent tenir compte des droits des tiers. Elles sont mentionnées dans l'acte prononçant la dissolution.

Les propriétaires intéressés qui, dûment convoqués et avertis des conséquences de leur abstention, ne formulent pas leur opposition par écrit avant la réunion de l'assemblée générale ou par un vote à cette assemblée, seront considérés comme partisans de la dissolution.

Les propriétaires membres de l'association sont redevables des dettes de l'association jusqu'à leur extinction totale. Toutefois, en application des dispositions de l'article 72 du décret du 3 mai 2006, les dettes des propriétaires qui étaient membres de l'association foncière pastorale dissoute peuvent être prises en charge par une collectivité territoriale ou un organisme tiers. Dans ce cas, les modalités de cette prise en charge sont fixées dans l'arrêté préfectoral prononçant la dissolution de l'association.

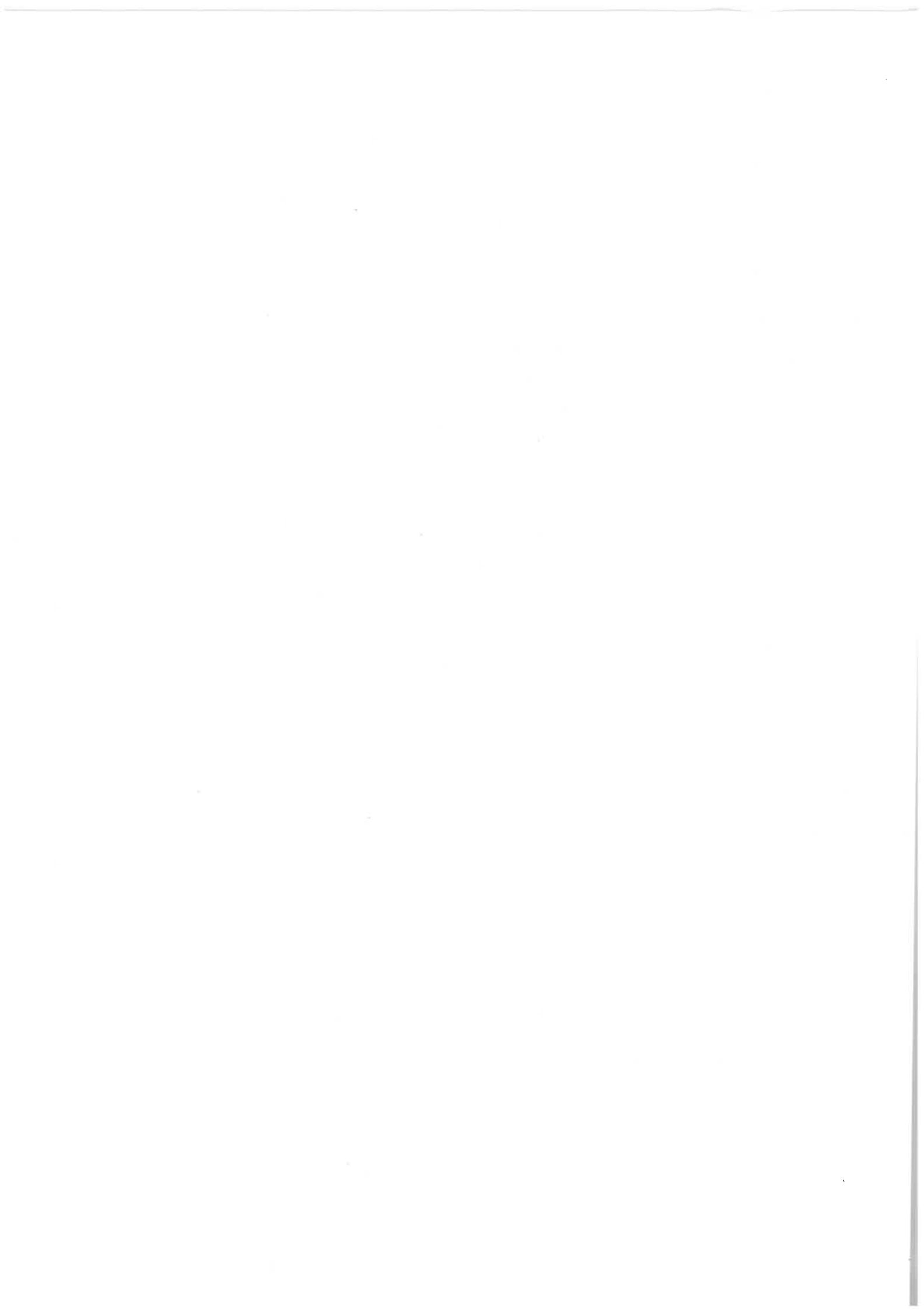
L'association peut, en outre, être dissoute d'office par acte motivé du préfet dans les cas prévus par l'article 40 de l'ordonnance du 1er juillet 2004 et précisé ci-après :

- soit en cas de disparition de l'objet pour lequel elle a été constituée ;
- soit lorsque, depuis plus de trois ans, elle est sans activité réelle en rapport avec son objet ;
- soit lorsque son maintien fait obstacle à la réalisation de projets d'intérêt public dans un périmètre plus vaste que celui de l'association ;
- soit lorsqu'elle connaît des difficultés graves et persistantes entravant son fonctionnement.

L'acte prononçant la dissolution est publié et notifié à chaque propriétaire.

Annexe : Liste des immeubles inclus dans le périmètre

Fait à Noceta, le



Liste des parcelles - Projet d'AFP de Nuceta

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
3	0A	NOCETA	31462	CAMPO CORBESE
4	0A	NOCETA	6402	CAMPO CORBESE
5	0A	NOCETA	7412	CAMPO CORBESE
6	0A	NOCETA	86	CAMPO CORBESE
7	0A	NOCETA	9630	CAMPO CORBESE
8	0A	NOCETA	39187	CAMPO CORBESE
196	0A	NOCETA	295	POGGIOLACCE
73	0A	NOCETA	5280	CALCINAJO SOPRANO
115	0B	NOCETA	9510	AGNATA SOTTANA
481	0D	NOCETA	1864	ORTICELLO
482	0D	NOCETA	1924	ORTICELLO
64	0A	NOCETA	32560	CAMPITELLI
65	0A	NOCETA	30200	FOSSA DI PINO
120	0A	NOCETA	3620	MURE SOPRANE
66	0A	NOCETA	54720	ISOLA MARCUCCI
67	0A	NOCETA	187920	CIPOLLAJO
111	0B	NOCETA	615	AGNATA SOTTANA
75	0A	NOCETA	25280	CALCINAJO SOTTANO
	0A	NOCETA	109280	LISULI
74	0A	NOCETA	41000	CALCINAJO SOPRANO
76	0A	NOCETA	1200	CALCINAJO SOTTANO
77	0A	NOCETA	2240	CALCINAJO SOTTANO
113	0B	NOCETA	27860	AGNATA SOTTANA
72	0A	NOCETA	1200	CALCINAJO SOPRANO
122	0B	NOCETA	11640	AGNATA
78	0A	NOCETA	22280	CALCINAJO SOTTANO
79	0A	NOCETA	191200	PIETROSELLA
149	0A	NOCETA	1280	PORCILI
319	0D	NOCETA	300	CORTALINA
91	0A	NOCETA	40000	PIEDI LO SANTO
	0A	NOCETA	7317	PORCILI
	0A	NOCETA	182400	SAPARA
318	0D	NOCETA	1530	I LONGHI
103	0A	NOCETA	11340	PANTANELLI
214	0A	NOCETA	125	FONTANA
311	0D	NOCETA	385	VIGNACCIE
104	0A	NOCETA	7330	PANTANELLI
105	0A	NOCETA	360	PANTANELLI
485	0D	NOCETA	541	PIETRAJO
110	0A	NOCETA	23380	PANTANELLI
111	0A	NOCETA	25205	PANTANELLI
112	0A	NOCETA	2740	PANTANELLI
117	0A	NOCETA	5200	MURE SOPRANE
118	0A	NOCETA	2480	MURE SOPRANE
119	0A	NOCETA	11830	MURE SOPRANE
215	0A	NOCETA	85	FONTANA
121	0A	NOCETA	4180	MURE SOPRANE
122	0A	NOCETA	20	MURE SOPRANE
123	0A	NOCETA	7675	MURE SOPRANE
124	0A	NOCETA	8113	MURE SOPRANE
484	0D	NOCETA	3550	PIETRAJO

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
127	0A	NOCETA	5580	CROCE
128	0A	NOCETA	6200	CROCE
129	0A	NOCETA	22	PORETTO MEZZANO
130	0A	NOCETA	17630	PORETTO MEZZANO
131	0A	NOCETA	17630	PORETTO MEZZANO
132	0A	NOCETA	11838	PORETTO MEZZANO
133	0A	NOCETA	20200	DICEPPO
134	0A	NOCETA	20200	DICEPPO
136	0A	NOCETA	6184	MURE SOTTANE
137	0A	NOCETA	3200	MURE SOTTANE
141	0A	NOCETA	3370	CALORSO
142	0A	NOCETA	1440	CALORSO
146	0A	NOCETA	3660	PORCILI
147	0A	NOCETA	2160	PORCILI
143	0A	NOCETA	33020	PITTRICCIO
144	0A	NOCETA	4680	PITTRICCIO
148	0A	NOCETA	20	PORCILI
	0A	NOCETA	3770	CUGNOLO
	0A	NOCETA	3470	CUGNOLO
	0A	NOCETA	17264	CUGNOLO
154	0A	NOCETA	1540	SELLOLO
216	0A	NOCETA	115	FONTANA
158	0A	NOCETA	40300	SCURZA BUGNO
217	0A	NOCETA	215	FONTANA
156	0A	NOCETA	7863	SELLOLO
15	0B	NOCETA	21455	PIANO O CATARO
159	0A	NOCETA	17800	SCURZA BUGNO
	0A	NOCETA	131000	SILVANO
	0A	NOCETA	1400	SILVANO
	0A	NOCETA	1440	SILVANO
218	0A	NOCETA	195	FONTANA
	0A	NOCETA	1640	SILVANO
	0A	NOCETA	4065	SILVANO
	0A	NOCETA	157222	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	1360	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	3360	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	6383	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	5110	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	39	CAMPITELLA
193	0A	NOCETA	1521	POGGIOLACCE
	0A	NOCETA	17910	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	1360	CAMPITELLA
	0A	NOCETA	240	CAMPITELLA
174	0A	NOCETA	2690	CAMPITELLA
175	0A	NOCETA	845	CAMPITELLA
194	0A	NOCETA	43	POGGIOLACCE
176	0A	NOCETA	5855	CAMPITELLA
177	0A	NOCETA	1715	CAMPITELLA
178	0A	NOCETA	137367	CAMPITELLA
179	0A	NOCETA	330	CATARO
181	0A	NOCETA	4305	CATARO
182	0A	NOCETA	1205	CATARO
183	0A	NOCETA	605	VECCHY
184	0A	NOCETA	388	VECCHY

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
186	0A	NOCETA	1010	VECCHY
195	0A	NOCETA	1480	POGGIOLACCE
187	0A	NOCETA	1580	VECCHY
188	0A	NOCETA	400	VECCHY
189	0A	NOCETA	1220	POGGIOLACCE
190	0A	NOCETA	920	POGGIOLACCE
191	0A	NOCETA	775	POGGIOLACCE
192	0A	NOCETA	31	POGGIOLACCE
197	0A	NOCETA	3684	POGGIOLACCE
198	0A	NOCETA	650	POGGIOLACCE
199	0A	NOCETA	1730	POGGIOLACCE
200	0A	NOCETA	940	POGGIOLACCE
201	0A	NOCETA	795	POGGIOLACCE
203	0A	NOCETA	2510	FONTANA
207	0A	NOCETA	450	CATARO
206	0A	NOCETA	540	PINNACCHINO
208	0A	NOCETA	990	CATARO
209	0A	NOCETA	625	FONTANELLO
210	0A	NOCETA	750	FONTANA
211	0A	NOCETA	170	FONTANA
212	0A	NOCETA	555	FONTANA
213	0A	NOCETA	105	FONTANA
222	0A	NOCETA	1720	CAMELLANO
223	0A	NOCETA	260	CAMELLANO
224	0A	NOCETA	870	CAMELLANO
221	0A	NOCETA	2985	CAMELLANO
225	0A	NOCETA	1475	SALBA
226	0A	NOCETA	2150	CAMELLANO
227	0A	NOCETA	5600	SISA
228	0A	NOCETA	115	SISA
262	0A	NOCETA	282	LZITELLA
231	0A	NOCETA	190	SISA
232	0A	NOCETA	80	SISA
233	0A	NOCETA	190	SISA
234	0A	NOCETA	348	SISA
235	0A	NOCETA	35	SISA
230	0A	NOCETA	160	SISA
239	0A	NOCETA	1740	SISA
240	0A	NOCETA	1750	SISA
241	0A	NOCETA	3300	SISA
242	0A	NOCETA	760	SISA
238	0A	NOCETA	105	SISA
243	0A	NOCETA	3120	SISA
244	0A	NOCETA	540	SISA
249	0A	NOCETA	1780	PORETTO
250	0A	NOCETA	692	PORETTO
252	0A	NOCETA	2000	PORETTO
248	0A	NOCETA	2780	PORETTO
253	0A	NOCETA	1100	PORETTO
254	0A	NOCETA	285	PORETTO
257	0A	NOCETA	2410	VALCHERA
258	0A	NOCETA	25005	VALCHERA
259	0A	NOCETA	1455	VALCHERA
260	0A	NOCETA	24	VALCHERA

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
261	0A	NOCETA	4320	LZITELLA
263	0A	NOCETA	465	LZITELLA
264	0A	NOCETA	548	LZITELLA
265	0A	NOCETA	498	LZITELLA
266	0A	NOCETA	309	LZITELLA
268	0A	NOCETA	203	LZITELLA
269	0A	NOCETA	192	LZITELLA
270	0A	NOCETA	3375	STANTA
271	0A	NOCETA	1230	STANTA
272	0A	NOCETA	3606	STANTA
273	0A	NOCETA	995	STANTA
274	0A	NOCETA	335	STANTA
275	0A	NOCETA	1564	STANTA
276	0A	NOCETA	8736	STANTA
277	0A	NOCETA	1100	VALCHERA
281	0A	NOCETA	115	RAMAZZANACCE
285	0A	NOCETA	440	PANTANELLI
286	0A	NOCETA	361	FONTANA
287	0A	NOCETA	76	PINNACCHINO
1	0B	NOCETA	1440	CANTONE
3	0B	NOCETA	883	GROTELLA
8	0B	NOCETA	1205	GROTELLA
2	0B	NOCETA	1687	GROTELLA
4	0B	NOCETA	120	GROTELLA
9	0B	NOCETA	1065	GROTELLA
10	0B	NOCETA	5521	GROTELLA
11	0B	NOCETA	28	GROTELLA
12	0B	NOCETA	5461	GROTELLA
18	0B	NOCETA	4345	CALCINAJO
14	0B	NOCETA	3145	PIANO O CATARO
16	0B	NOCETA	6130	PIANO O CATARO
20	0B	NOCETA	1575	CALCINAJO
22	0B	NOCETA	1700	CALCINAJO
23	0B	NOCETA	4150	REBBIA
24	0B	NOCETA	2045	REBBIA
25	0B	NOCETA	4795	REBBIA
26	0B	NOCETA	260	BIZZICHELLE
27	0B	NOCETA	690	BIZZICHELLE
28	0B	NOCETA	190	BIZZICHELLE
29	0B	NOCETA	35	BIZZICHELLE
30	0B	NOCETA	34110	BIZZICHELLE
31	0B	NOCETA	7510	CRACELLE
32	0B	NOCETA	2723	CRACELLE
33	0B	NOCETA	6347	CRACELLE
34	0B	NOCETA	1300	CRACELLE
50	0B	NOCETA	3090	SORBELLO
36	0B	NOCETA	10940	PIAZZILI
37	0B	NOCETA	745	PIAZZILI
38	0B	NOCETA	10275	CASCIANI
39	0B	NOCETA	860	CASCIANI
70	0B	NOCETA	850	SPIPIAZZOLO
45	0B	NOCETA	1540	PIAZZILI
41	0B	NOCETA	8860	CASCIANI
42	0B	NOCETA	1350	CASCIANI

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
46	0B	NOCETA	8486	PIAZZILI
52	0B	NOCETA	5740	SORBELLO
54	0B	NOCETA	2870	SORBELLO
55	0B	NOCETA	3200	NOCETA VECCHIA
54	0C	NOCETA	1556	PASCIALINA
53	0B	NOCETA	740	SORBELLO
57	0B	NOCETA	3500	NOCETA VECCHIA
58	0B	NOCETA	2720	NOCETA VECCHIA
60	0B	NOCETA	2380	NOCETA VECCHIA
61	0B	NOCETA	740	NOCETA VECCHIA
66	0B	NOCETA	795	NOCETA VECCHIA
64	0B	NOCETA	160	NOCETA VECCHIA
65	0B	NOCETA	1105	NOCETA VECCHIA
67	0B	NOCETA	22	NOCETA VECCHIA
68	0B	NOCETA	1345	NOCETA VECCHIA
69	0B	NOCETA	120	NOCETA VECCHIA
63	0B	NOCETA	60	NOCETA VECCHIA
71	0B	NOCETA	4676	SPIPIAZZOLO
74	0B	NOCETA	15120	VALDO E TROVE
55	0C	NOCETA	440	PASCIALINA
75	0B	NOCETA	8910	VALDO E TROVE
76	0B	NOCETA	11010	VALDO E TROVE
77	0B	NOCETA	2330	VALDO E TROVE
78	0B	NOCETA	3470	VALDO E TROVE
89	0B	NOCETA	184	FRAMBULACCIA
204	0A	NOCETA	1130	FONTANA
108	0B	NOCETA	3145	FORCALELLO
110	0B	NOCETA	133	AGNATA SOTTANA
109	0B	NOCETA	200	AGNATA SOTTANA
114	0B	NOCETA	35	AGNATA SOTTANA
121	0B	NOCETA	240	ORTO DI L AGNATA
205	0A	NOCETA	1990	POGGIOLACCE
144	0B	NOCETA	6440	CROCE
52	0C	NOCETA	380	PASCIALINA
66	0D	NOCETA	12410	FILICCIONE
53	0C	NOCETA	5941	PASCIALINA
42	0C	NOCETA	1290	FIGA MUNUTELLA
43	0C	NOCETA	1290	FIGA MUNUTELLA
44	0C	NOCETA	1290	FIGA MUNUTELLA
45	0C	NOCETA	17360	FIGA MUNUTELLA
49	0C	NOCETA	585	PASCIALINA
50	0C	NOCETA	640	PASCIALINA
56	0C	NOCETA	800	PASCIALINA
58	0C	NOCETA	1000	PASCIALINA
59	0C	NOCETA	92	PASCIALINA
60	0C	NOCETA	32160	PASCIALINA
25	0D	NOCETA	1120	BRUNELLO
150	0C	NOCETA	513	FIORINO
133	0C	NOCETA	140452	RESTALO
136	0C	NOCETA	6424	RESTALO
137	0C	NOCETA	35	AGNATA LONGA
138	0C	NOCETA	10613	AGNATA LONGA
139	0C	NOCETA	1250	AGNATA LONGA
143	0C	NOCETA	27363	PIRELLI

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
142	0C	NOCETA	693	PIRELLI
148	0C	NOCETA	54665	FIORINO
149	0C	NOCETA	1041	FIORINO
154	0C	NOCETA	985	VIE NOVE
155	0C	NOCETA	653	VIE NOVE
156	0C	NOCETA	54806	VIE NOVE
172	0C	NOCETA	2230	TRAGONE
173	0C	NOCETA	1448	TRAGONE
174	0C	NOCETA	2358	TRAGONE
175	0C	NOCETA	58	TRAGONE
176	0C	NOCETA	180	TRAGONE
178	0C	NOCETA	25833	TRAGONE
179	0C	NOCETA	1378	TRAGONE
61	0D	NOCETA	3640	FILICCIONE
184	0C	NOCETA	83850	VERGAJO
185	0C	NOCETA	10139	VERGAJO
186	0C	NOCETA	331	VERGAJO
187	0C	NOCETA	60	VERGAJO
188	0C	NOCETA	497	VERGAJO
189	0C	NOCETA	3212	VERGAJO
190	0C	NOCETA	1589	VERGAJO
191	0C	NOCETA	185	VERGAJO
192	0C	NOCETA	540	VERGAJO
193	0C	NOCETA	2160	VERGAJO
194	0C	NOCETA	27	VERGAJO
195	0C	NOCETA	2640	VERGAJO
196	0C	NOCETA	11770	VERGAJO
197	0C	NOCETA	7983	VERGAJO
199	0C	NOCETA	76685	VERGAJO
207	0C	NOCETA	176647	CANNELLA
208	0C	NOCETA	215	TRAGONE
212	0C	NOCETA	1056	TRAGONE
17	0D	NOCETA	5406	PIANO BUONO
9	0D	NOCETA	4070	PERTICAJE
10	0D	NOCETA	691	PERTICAJE
13	0D	NOCETA	20821	CROCELLE
16	0D	NOCETA	23063	PIANO BUONO
18	0D	NOCETA	7908	BRUNELLO
24	0D	NOCETA	1100	BRUNELLO
27	0D	NOCETA	37748	PIANO BUONO
29	0D	NOCETA	8709	PELLEGRINO
30	0D	NOCETA	1452	FIGAJOLA
31	0D	NOCETA	3874	FIGAJOLA
32	0D	NOCETA	11302	FIGAJOLA
33	0D	NOCETA	751	FIGAJOLA
34	0D	NOCETA	18974	FIGAJOLA
41	0D	NOCETA	10461	DICEPPO ROSSO
42	0D	NOCETA	1542	FILICCIONI
40	0D	NOCETA	345	DICEPPO ROSSO
43	0D	NOCETA	28459	DICEPPO ROSSO
50	0D	NOCETA	1001	PIETRELLE
45	0D	NOCETA	6477	CARNONAJA
47	0D	NOCETA	12102	PIETRELLE
48	0D	NOCETA	3123	PIETRELLE

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
49	0D	NOCETA	1162	PIETRELLE
51	0D	NOCETA	1102	PIETRELLE
52	0D	NOCETA	5538	PIETRELLE
53	0D	NOCETA	144	PIETRELLE
55	0D	NOCETA	11630	MORZATI
56	0D	NOCETA	802	MORZATI
57	0D	NOCETA	7891	DICEPPO
58	0D	NOCETA	7290	DICEPPO
59	0D	NOCETA	3232	FILICCIONE
60	0D	NOCETA	24586	FILICCIONE
62	0D	NOCETA	10692	FILICCIONE
63	0D	NOCETA	761	FILICCIONE
64	0D	NOCETA	10852	FILICCIONE
65	0D	NOCETA	1151	FILICCIONE
67	0D	NOCETA	12913	CHIOSELLINO
68	0D	NOCETA	5177	COSTATI SOTTANE
69	0D	NOCETA	5177	COSTATI SOTTANE
70	0D	NOCETA	3524	COSTATI
71	0D	NOCETA	24409	COSTATI
72	0D	NOCETA	16	COSTATI
73	0D	NOCETA	12513	COSTATI
74	0D	NOCETA	12513	COSTATI
75	0D	NOCETA	7057	COSTATI
76	0D	NOCETA	5906	COSTATI
77	0D	NOCETA	410	MANDOLACCICCIO
79	0D	NOCETA	825	MANDOLACCICCIO
80	0D	NOCETA	3178	MANDOLACCICCIO
99	0D	NOCETA	950	VALLE
260	0D	NOCETA	350	LE VILLAGE
261	0D	NOCETA	575	VITELACCIE
262	0D	NOCETA	6277	VITELACCIE
263	0D	NOCETA	2480	VITELACCIE
264	0D	NOCETA	375	VITELACCIE
271	0D	NOCETA	365	VITELACCIE
265	0D	NOCETA	555	VITELACCIE
269	0D	NOCETA	1340	VITELACCIE
270	0D	NOCETA	485	VITELACCIE
272	0D	NOCETA	26541	CARDIGLIONI
273	0D	NOCETA	37	CARDIGLIONI
274	0D	NOCETA	229	CARDIGLIONI
275	0D	NOCETA	31	CARDIGLIONI
276	0D	NOCETA	1450	CARDIGLIONI
277	0D	NOCETA	205	CARDIGLIONI
278	0D	NOCETA	545	CARDIGLIONI
279	0D	NOCETA	275	CARDIGLIONI
280	0D	NOCETA	22332	CARDIGLIONI
281	0D	NOCETA	30	CARDIGLIONI
306	0D	NOCETA	345	CHIOSELLO MACINAJO
282	0D	NOCETA	765	CARDIGLIONI
283	0D	NOCETA	380	CARDIGLIONI
284	0D	NOCETA	200	CARDIGLIONI
287	0D	NOCETA	330	CARDIGLIONI
288	0D	NOCETA	2482	CARDIGLIONI
289	0D	NOCETA	1938	CARDIGLIONI

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
290	0D	NOCETA	805	CARDIGLIONI
291	0D	NOCETA	2278	CARDIGLIONI
292	0D	NOCETA	477	CARDIGLIONI
293	0D	NOCETA	315	SIMARGINE
294	0D	NOCETA	1872	SIMARGINE
295	0D	NOCETA	4120	SIMARGINE
297	0D	NOCETA	790	PALMENTO
298	0D	NOCETA	215	PALMENTO
300	0D	NOCETA	470	PALMENTO
302	0D	NOCETA	5943	SIMARGINE
303	0D	NOCETA	3930	SIMARGINE
304	0D	NOCETA	335	MONDOLACCIO
305	0D	NOCETA	420	CIMATA
307	0D	NOCETA	375	VIGNACCIE
308	0D	NOCETA	450	VIGNACCIE
309	0D	NOCETA	300	VIGNACCIE
310	0D	NOCETA	400	VIGNACCIE
312	0D	NOCETA	370	VIGNACCIE
313	0D	NOCETA	635	VIGNACCIE
314	0D	NOCETA	1490	VIGNACCIE
315	0D	NOCETA	1085	VIGNACCIE
316	0D	NOCETA	235	VIGNACCIE
317	0D	NOCETA	320	I LONGHI
320	0D	NOCETA	265	CORTALINA
321	0D	NOCETA	1180	CORTALINA
322	0D	NOCETA	1900	CORTALINA
323	0D	NOCETA	320	CORTALINA
324	0D	NOCETA	1720	CORTALINA
325	0D	NOCETA	270	CORTALINA
328	0D	NOCETA	1075	CORTALINA
329	0D	NOCETA	330	CHIOSELLO
330	0D	NOCETA	580	CHIOSELLO
331	0D	NOCETA	1690	CHIOSELLO
365	0D	NOCETA	230	SALETO
333	0D	NOCETA	370	CHIOSELLO
334	0D	NOCETA	1105	CHIOSELLO
336	0D	NOCETA	2160	CHIOSELLO STACCIJO
366	0D	NOCETA	704	SALETO
335	0D	NOCETA	1440	CHIOSELLO
337	0D	NOCETA	1020	OLIVA A COSTA
338	0D	NOCETA	37	OLIVA A COSTA
339	0D	NOCETA	3536	OLIVA A COSTA
342	0D	NOCETA	2170	OLIVA A COSTA
343	0D	NOCETA	1411	CHIOSELLO RAGAZZANO
344	0D	NOCETA	801	CHIOSELLO RAGAZZANO
345	0D	NOCETA	473	CHIOSELLO RAGAZZANO
400	0D	NOCETA	160	VERDIACCIA
347	0D	NOCETA	1495	OLIVA ALLA COSTA
348	0D	NOCETA	35	CHIOSELLO
349	0D	NOCETA	2220	CHIOSELLO
350	0D	NOCETA	1017	CHIOSELLO
351	0D	NOCETA	3429	CHIOSELLO
367	0D	NOCETA	704	SALETO
352	0D	NOCETA	525	CHIOSELLO

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
353	0D	NOCETA	755	CHIOSELLO
354	0D	NOCETA	695	CHIOSELLO
355	0D	NOCETA	3945	BISELLA
359	0D	NOCETA	345	SALETTA
360	0D	NOCETA	2795	SALETTA
361	0D	NOCETA	742	SALETTA
362	0D	NOCETA	551	SALETTA
363	0D	NOCETA	194	SALETTA
364	0D	NOCETA	218	SALETTA
368	0D	NOCETA	2270	SALETTA
369	0D	NOCETA	328	SALETTA
370	0D	NOCETA	257	SALETTA
371	0D	NOCETA	468	SALETTA
372	0D	NOCETA	161	SALETTA
373	0D	NOCETA	131	SALETTA
374	0D	NOCETA	327	SALETTA
375	0D	NOCETA	262	SALETTA
376	0D	NOCETA	398	SALETTA
377	0D	NOCETA	320	AGNANE
378	0D	NOCETA	330	AGNANE
379	0D	NOCETA	30	AGNANE
380	0D	NOCETA	6010	AGNANE
381	0D	NOCETA	791	AGNANE
382	0D	NOCETA	120	AGNANE
394	0D	NOCETA	565	GIARDINO
383	0D	NOCETA	1734	AGNANE
384	0D	NOCETA	30	AGNANE
385	0D	NOCETA	355	PRIMATICCIO
386	0D	NOCETA	3055	PRIMATICCIO
392	0D	NOCETA	1215	PRATO
393	0D	NOCETA	1780	PRATO
395	0D	NOCETA	875	GIARDINO
396	0D	NOCETA	5255	VERDIACCIA
397	0D	NOCETA	45	VERDIACCIA
398	0D	NOCETA	6995	VERDIACCIA
399	0D	NOCETA	695	VERDIACCIA
401	0D	NOCETA	1020	CATERO
403	0D	NOCETA	440	REBBIA
404	0D	NOCETA	2760	REBBIA
405	0D	NOCETA	720	REBBIA
427	0D	NOCETA	785	VIGNA O ZUCCHERO
406	0D	NOCETA	8966	CARNONAJA
409	0D	NOCETA	906	CARNONAJA
410	0D	NOCETA	2504	CARNONAJA
411	0D	NOCETA	1136	CARNONAJA
420	0D	NOCETA	796	VIGNA O ZUCCHERO
414	0D	NOCETA	347	ZUCCHERO
413	0D	NOCETA	555	ZUCCHERO
416	0D	NOCETA	2105	ZUCCHERO
417	0D	NOCETA	2670	ZUCCHERO
418	0D	NOCETA	1491	VIGNA O ZUCCHERO
419	0D	NOCETA	1056	VIGNA O ZUCCHERO
421	0D	NOCETA	1009	VIGNA O ZUCCHERO
422	0D	NOCETA	90	VIGNA O ZUCCHERO

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
423	0D	NOCETA	95	VIGNA O ZUCCHERO
424	0D	NOCETA	716	VIGNA O ZUCCHERO
425	0D	NOCETA	475	VIGNA O ZUCCHERO
426	0D	NOCETA	546	VIGNA O ZUCCHERO
428	0D	NOCETA	939	VALLE A FONTANA
429	0D	NOCETA	1300	VALLE A FONTANA
430	0D	NOCETA	191	VALLE A FONTANA
431	0D	NOCETA	964	VALLE A FONTANA
435	0D	NOCETA	405	VALLE A FONTANA
436	0D	NOCETA	270	VALLE A FONTANA
438	0D	NOCETA	3309	PIEDI TENNOLE
439	0D	NOCETA	2928	PIEDI TENNOLE
445	0D	NOCETA	430	UMBARCIA A VALLE
449	0D	NOCETA	250	UMBARCIA A VALLE
450	0D	NOCETA	1085	UMBARCIA A VALLE
451	0D	NOCETA	1094	UMBARCIA A VALLE
	0D	NOCETA	1470	UMBARCIA A VALLE
460	0D	NOCETA	540	CAVELLI
447	0D	NOCETA	320	UMBARCIA A VALLE
453	0D	NOCETA	3846	UMBARCIA A VALLE
454	0D	NOCETA	1311	VALLE
455	0D	NOCETA	657	VALLE
457	0D	NOCETA	3895	VALLE
459	0D	NOCETA	1195	CAVELLI
461	0D	NOCETA	4955	CAVELLI
462	0D	NOCETA	130	CAVELLI
463	0D	NOCETA	900	CAVELLI
464	0D	NOCETA	1335	CAVELLI
465	0D	NOCETA	2495	CAVELLI
466	0D	NOCETA	495	CAVELLI
632	0D	NOCETA	40	VALLE
467	0D	NOCETA	4375	CAVELLI
468	0D	NOCETA	3070	CAVELLI
469	0D	NOCETA	4595	CAVELLI
470	0D	NOCETA	436	CAVELLI
475	0D	NOCETA	1324	ORTICELLO
471	0D	NOCETA	14139	CAVELLI
472	0D	NOCETA	6276	ZINGHERAJO
509	0D	NOCETA	200	VALENTINO
476	0D	NOCETA	1795	ORTICELLO
479	0D	NOCETA	410	CAVELLI
477	0D	NOCETA	630	ORTICELLO
511	0D	NOCETA	957	MORCICONE
483	0D	NOCETA	38454	CASANOVA
486	0D	NOCETA	3930	VALENTINO
487	0D	NOCETA	30	VALENTINO
488	0D	NOCETA	9454	VALENTINO
489	0D	NOCETA	21112	VALENTINO
490	0D	NOCETA	18861	PIEDI VALLO
629	0D	NOCETA	826	CHIOSELLO RAGAZZANO
491	0D	NOCETA	7413	PIEDI VALLO
492	0D	NOCETA	1083	PIEDI VALLO
493	0D	NOCETA	49	PIEDI VALLO
494	0D	NOCETA	12472	PIEDI VALLO

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
495	0D	NOCETA	6519	PIEDI VALLO
496	0D	NOCETA	4091	PIEDI VALLO
497	0D	NOCETA	1855	VALENTINO
	0D	NOCETA	7296	VALENTINO
499	0D	NOCETA	1080	VALENTINO
	0D	NOCETA	22	VALENTINO
630	0D	NOCETA	255	CHIOSELLO RAGAZZANO
501	0D	NOCETA	1828	VALENTINO
502	0D	NOCETA	662	VALENTINO
503	0D	NOCETA	4493	VALENTINO
520	0D	NOCETA	1134	PIETRAJO
631	0D	NOCETA	579	TOMASCIO
512	0D	NOCETA	12604	MORCICONE
513	0D	NOCETA	370	MORCICONE
521	0D	NOCETA	1013	PIETRAJO
516	0D	NOCETA	11774	CROCE MINESSA
517	0D	NOCETA	6956	PIETRAJOLO
518	0D	NOCETA	2587	PIETRAJOLO
519	0D	NOCETA	932	PIETRAJO
522	0D	NOCETA	787	PIETRAJO
523	0D	NOCETA	35265	DICEPOLO
524	0D	NOCETA	2307	DICEPOLO
525	0D	NOCETA	28	DICEPOLO
561	0D	NOCETA	2524	PRATO
562	0D	NOCETA	30	PRATO
538	0D	NOCETA	1474	SALICE
536	0D	NOCETA	3735	SALICE
	0D	NOCETA	2346	SALICE
543	0D	NOCETA	4572	PRETRELLE
568	0D	NOCETA	1074	TOMASCIO
549	0D	NOCETA	1828	COSTATI
548	0D	NOCETA	24	PRATO
550	0D	NOCETA	3742	COSTATI
555	0D	NOCETA	557	PRATO
556	0D	NOCETA	747	PRATO
557	0D	NOCETA	9765	PRATO
558	0D	NOCETA	172	PRATO
559	0D	NOCETA	3360	PRATO
560	0D	NOCETA	4522	PRATO
563	0D	NOCETA	890	PRATO
564	0D	NOCETA	1588	TOMASCIO
565	0D	NOCETA	1803	TOMASCIO
566	0D	NOCETA	564	TOMASCIO
567	0D	NOCETA	889	TOMASCIO
571	0D	NOCETA	2442	TOMASCIO
602	0D	NOCETA	867	MULINU O VECCHIO
574	0D	NOCETA	2036	TOMASCIO
	0D	NOCETA	16013	GIOVANNUCCHIANO
577	0D	NOCETA	50219	QUERCETO
578	0D	NOCETA	34069	VALLE A L OLIVA
579	0D	NOCETA	35140	TOMASCIO
580	0D	NOCETA	565	TOMASCIO
581	0D	NOCETA	3316	GRETTONE
582	0D	NOCETA	12480	GRETTONE

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
584	0D	NOCETA	25	CAMPO RITONDO
585	0D	NOCETA	3000	CAMPO RITONDO
586	0D	NOCETA	1831	CAMPO RITONDO
587	0D	NOCETA	5840	CAMPO RITONDO
593	0D	NOCETA	2871	FRIMICCIOSA
594	0D	NOCETA	8302	VERGAJO
589	0D	NOCETA	7338	CAMPO RITONDO
592	0D	NOCETA	2911	VIE NOVE
600	0D	NOCETA	624	MULINU O VECCHIO
601	0D	NOCETA	43	MULINU O VECCHIO
595	0D	NOCETA	16140	PRUNICCIOSA MICHELANA
596	0D	NOCETA	11718	PRUNICCIOSA PAOLACCI
599	0D	NOCETA	51	MULINU O VECCHIO
598	0D	NOCETA	1606	PRUNICCIOSA PAOLACCI
	0D	NOCETA	3395	AGNANE
607	0D	NOCETA	77719	VALLE O QUARCIO
608	0D	NOCETA	120280	VALLE O QUARCIO
609	0D	NOCETA	4830	CAMPO MUCHIOSO
610	0D	NOCETA	28410	CAMPO MUCHIOSO
611	0D	NOCETA	9497	PIOBI
612	0D	NOCETA	83507	CAMPO MUCHIOSO
613	0D	NOCETA	161534	PICCHIU
614	0D	NOCETA	81373	CANCHE
615	0D	NOCETA	17534	CAMPO MEZZANO
616	0D	NOCETA	57067	BERTONCELLO
621	0D	NOCETA	2441	ZINGHERAJO
647	0D	NOCETA	2796	MORCICONE
648	0D	NOCETA	71029	MORCICONE
651	0D	NOCETA	1411	VALLE
652	0D	NOCETA	904	VALLE
236	0A	NOCETA	90	SISA
332	0D	NOCETA	475	CHIOSELLO
237	0A	NOCETA	770	SISA
39	0D	NOCETA	43009	DICEPPO ROSSO
415	0D	NOCETA	759	ZUCCHERO
44	0D	NOCETA	17007	CARNONAJA
412	0D	NOCETA	4637	ZUCCHERO
448	0D	NOCETA	720	UMBARCIA A VALLE
267	0A	NOCETA	445	LZITELLA
38	0D	NOCETA	1502	DICEPPO ROSSO
46	0D	NOCETA	1462	CARNONAJA
569	0D	NOCETA	1034	TOMASCIO
220	0A	NOCETA	385	FONTANA
21	0B	NOCETA	2520	CALCINAJO
299	0D	NOCETA	80	PALMENTO
62	0B	NOCETA	1500	NOCETA VECCHIA
245	0A	NOCETA	3940	MULINACCIO
141	0C	NOCETA	14627	PIRELLI
576	0D	NOCETA	9237	GIOVANNUCCHIANO
246	0A	NOCETA	320	MULINACCIO
81	0B	NOCETA	4223	VALDO E TROVE
247	0A	NOCETA	6620	MULINACCIO
478	0D	NOCETA	5350	CAVELLI
480	0D	NOCETA	3726	SALGE

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
537	0D	NOCETA	1206	SALICE
145	0A	NOCETA	70200	PORCILI
155	0A	NOCETA	5398	SELLOLO
251	0A	NOCETA	5710	PORETTO
278	0A	NOCETA	270	PETRA FORCUTA
279	0A	NOCETA	5250	PETRA FORCUTA
280	0A	NOCETA	5650	PETRA FORCUTA
13	0B	NOCETA	19200	PIANO O CATARO
17	0B	NOCETA	16115	PIANO O CATARO
35	0B	NOCETA	2210	PIAZZILI
43	0B	NOCETA	12725	PIAZZILI
44	0B	NOCETA	3350	PIAZZILI
79	0B	NOCETA	2140	VALDO E TROVE
80	0B	NOCETA	2580	VALDO E TROVE
82	0B	NOCETA	1240	VALDO E TROVE
83	0B	NOCETA	3180	VALDO E TROVE
84	0B	NOCETA	2220	VALDO E TROVE
86	0B	NOCETA	28	GRADO
87	0B	NOCETA	1580	FRAMBULACCIA
88	0B	NOCETA	430	FRAMBULACCIA
119	0B	NOCETA	560	ORTO DI L AGNATA
120	0B	NOCETA	410	ORTO DI L AGNATA
123	0B	NOCETA	21860	AGNATA LANDANA
124	0B	NOCETA	5710	AGNATA LANDANA
139	0B	NOCETA	11095	STRAVONATA
140	0B	NOCETA	2380	STRAVONATA
143	0B	NOCETA	3080	STRAVONATA
387	0D	NOCETA	215	PRATO
269	0B	NOCETA	1320	VALDO E TROVE
12	0D	NOCETA	1265	PERTICAJE
19	0D	NOCETA	11613	BRUNELLO
285	0D	NOCETA	805	CARDIGLIONI
28	0D	NOCETA	8210	PELLEGRINO
78	0D	NOCETA	800	MANDOLACCICCIO
286	0D	NOCETA	1620	CARDIGLIONI
327	0D	NOCETA	620	CORTALINA
340	0D	NOCETA	1555	OLIVA A COSTA
341	0D	NOCETA	1190	OLIVA A COSTA
346	0D	NOCETA	1847	CHIOSELLO RAGAZZANO
388	0D	NOCETA	220	PRATO
389	0D	NOCETA	800	PRATO
390	0D	NOCETA	1010	PRATO
391	0D	NOCETA	3547	PRATO
402	0D	NOCETA	1445	STERRUCCIATU
440	0D	NOCETA	13792	PIEDI TENNOLE
441	0D	NOCETA	35	PIEDI TENNOLE
56	0B	NOCETA	2220	NOCETA VECCHIA
59	0B	NOCETA	2260	NOCETA VECCHIA
112	0B	NOCETA	36	AGNATA SOTTANA
85	0B	NOCETA	14570	FRAMBULACCIA
444	0D	NOCETA	300	UMBARCIA A VALLE
358	0D	NOCETA	1120	SALETTA
151	0C	NOCETA	7514	COLETTA
152	0C	NOCETA	664	COLETTA

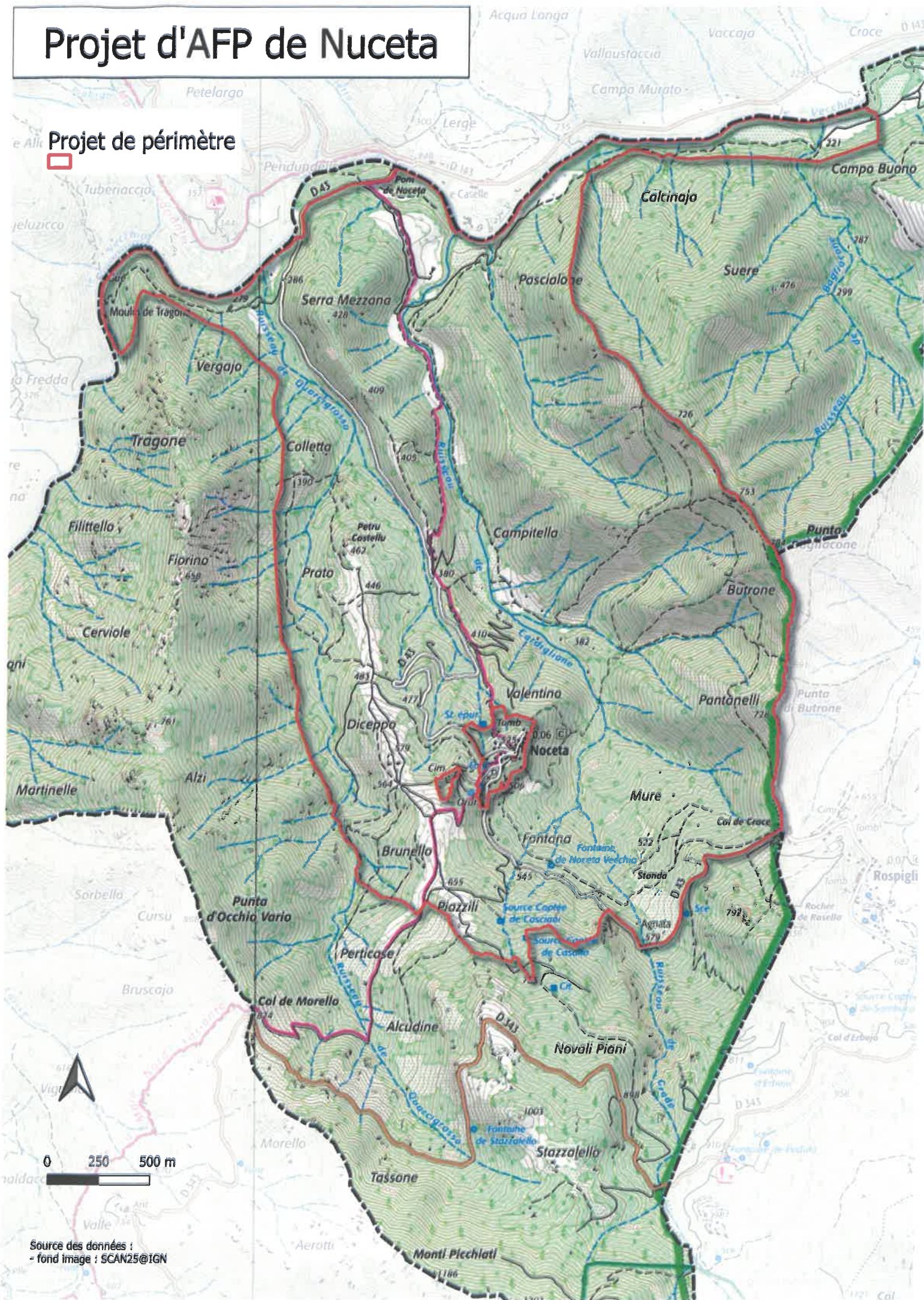
Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
153	0C	NOCETA	4354	COLETTA
157	0C	NOCETA	9930	COLETTA
35	0D	NOCETA	290	DICEPPO ROSSO
158	0C	NOCETA	120581	COLETTA
115	0A	NOCETA	1820	MURE
36	0D	NOCETA	801	DICEPPO ROSSO
37	0D	NOCETA	665	DICEPPO ROSSO
443	0D	NOCETA	1124	UMBARCIA A VALLE
446	0D	NOCETA	300	UMBARCIA A VALLE
526	0D	NOCETA	4545	FIGHE
527	0D	NOCETA	5847	FIGHE
528	0D	NOCETA	978	FIGHE
529	0D	NOCETA	6288	FIGHE
530	0D	NOCETA	1123	SALICE
531	0D	NOCETA	1306	SALICE
532	0D	NOCETA	1189	SALICE
533	0D	NOCETA	431	SALICE
534	0D	NOCETA	60	SALICE
535	0D	NOCETA	3407	SALICE
114	0A	NOCETA	2680	MURE
539	0D	NOCETA	1306	SALICE
541	0D	NOCETA	1916	PRETRELLE
113	0A	NOCETA	4540	MURE
116	0A	NOCETA	4080	MURE
135	0A	NOCETA	31100	PORETTO
138	0A	NOCETA	7220	MURE SOTTANE
139	0A	NOCETA	7175	CALORSO
140	0A	NOCETA	1500	CALORSO
180	0A	NOCETA	710	CATARO
219	0A	NOCETA	850	FONTANA
255	0A	NOCETA	1760	PORETTO
46	0C	NOCETA	576	FIOCOLI
256	0A	NOCETA	13035	PORETTO
282	0A	NOCETA	7460	RAMAZZANACCE
40	0B	NOCETA	2000	CASCIANI
47	0B	NOCETA	2160	SORBELLO
48	0B	NOCETA	1046	SORBELLO
49	0B	NOCETA	22410	SORBELLO
51	0B	NOCETA	6980	SORBELLO
72	0B	NOCETA	10820	CASALTA
73	0B	NOCETA	10270	CASALTA
36	0C	NOCETA	1110	TUFONATA
437	0D	NOCETA	338	PIEDI TENNOLE
37	0C	NOCETA	110020	TUFONATA
40	0C	NOCETA	6380	TUFONATA
41	0C	NOCETA	375	TUFONATA
47	0C	NOCETA	19569	FIOCOLI
15	0D	NOCETA	6567	CROCELLE
11	0D	NOCETA	62982	PERTICAJE
14	0D	NOCETA	36197	CROCELLE
432	0D	NOCETA	4210	FOCICCHIA
433	0D	NOCETA	35035	FOCICCHIA
434	0D	NOCETA	221	FOCICCHIA
442	0D	NOCETA	18875	PIEDI TENNOLE

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
546	0D	NOCETA	10130	PRATO
619	0D	NOCETA	45	PERTICAJE
547	0D	NOCETA	7289	PRATO
553	0D	NOCETA	4063	COSTATI
554	0D	NOCETA	3657	COSTATI
583	0D	NOCETA	14760	GRETTONE
68	0A	NOCETA	101040	FOSSA DI PINO
70	0A	NOCETA	98280	PASCIALONE
71	0A	NOCETA	694680	PASCIALONE
597	0D	NOCETA	495	PRUNICCIOSA PAOLACCI
100	0A	NOCETA	77240	OMBRIA E COLLEZONE
101	0A	NOCETA	177840	BUTRONE
102	0A	NOCETA	257840	PANTANELLI
106	0A	NOCETA	17	PANTANELLI
107	0A	NOCETA	16	PANTANELLI
108	0A	NOCETA	13762	PANTANELLI
109	0A	NOCETA	9095	PANTANELLI
125	0A	NOCETA	19800	PORETTO MEZZANO
126	0A	NOCETA	19000	CROCE
229	0A	NOCETA	750	SISA
620	0D	NOCETA	457	ZINGHERAJO
51	0C	NOCETA	6668	PASCIALINA
57	0C	NOCETA	680	PASCIALINA
407	0D	NOCETA	2404	CARNONAJA
140	0C	NOCETA	18625	AGNATA LONGA E PERELLI
326	0D	NOCETA	1569	CORTALINA
408	0D	NOCETA	1036	CARNONAJA
474	0D	NOCETA	361	ORTICELLO
514	0D	NOCETA	5085	SARRA MEZZANA
515	0D	NOCETA	190	SARRA MEZZANA
296	0D	NOCETA	540	PALMENTO
301	0D	NOCETA	730	PALMENTO
590	0D	NOCETA	14390	SARRA MEZZANA
591	0D	NOCETA	179608	SARRA MEZZANA
356	0D	NOCETA	5226	SALETTA
357	0D	NOCETA	150	SALETTA
157	0A	NOCETA	19580	SELLOLO
185	0A	NOCETA	172	VECCHY
202	0A	NOCETA	670	POGGIOLACE
19	0B	NOCETA	2945	CALCINAJO
54	0D	NOCETA	1522	MORZATI
266	0D	NOCETA	1450	VITELACCIE
267	0D	NOCETA	880	VITELACCIE
268	0D	NOCETA	225	VITELACCIE
504	0D	NOCETA	9052	VALENTINO
505	0D	NOCETA	4820	VALENTINO
506	0D	NOCETA	1166	VALENTINO
507	0D	NOCETA	1678	VALENTINO
606	0D	NOCETA	11110	BRECCIOLE
508	0D	NOCETA	14340	VALENTINO
542	0D	NOCETA	15094	DICEPOLO
551	0D	NOCETA	15501	COSTATI
544	0D	NOCETA	19065	PRETRELLE
545	0D	NOCETA	7476	PRETRELLE

Numéro	Section	Commune	contenance (m2)	Lieu-dit
552	0D	NOCETA	18817	GIANNELLO
570	0D	NOCETA	772	TOMASCIO
572	0D	NOCETA	4498	TOMASCIO
573	0D	NOCETA	1753	TOMASCIO
588	0D	NOCETA	31440	CAMPO RITONDO
603	0D	NOCETA	13172	AGNANE
1	0A	NOCETA	3445	CAMPO BUONO
2	0A	NOCETA	37066	CAMPO CORBESE
90	0B	NOCETA	20848	FRAMBULACCIA
49	0C	NOCETA	585	PASCIALINA
40	0C	NOCETA	6380	TUFONATA
136	0C	NOCETA	6424	RESTALO
148	0C	NOCETA	54665	FIORINO
198	0C	NOCETA	764	VERGAJO
177	0C	NOCETA	90178	TRAGONE

Projet d'AFP de Nuceta

Projet de périmètre



**CONSULTATION DES PROPRIETAIRES en vue de la création de l'Association
Foncière Pastorale Autorisée de NOCETA**

sur la (les) commune(s) de NOCETA

(Art. 13 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 - Art. 8 et 12 du décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 - Arrêté préfectoral)

Consultation de :

NOM / Prénom:

Adresse:

.....

Pour le Compte communal: n°

Liste des propriétaires figurant au cadastre :

1.

2.

3.

concernant les parcelles cadastrales, ci-dessous désignées sur la commune NOCETA :

N° plan	Surface	Lieu dit

Surface totale :

Averti qu'à défaut d'avoir fait connaître explicitement son opposition, le soussigné est réputé favorable à la création de l'association. La réponse doit être produite dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral et au plus tard par un vote lors de l'Assemblée Constitutive.

Pour le compte communal: n°.....

Le soussigné,

Nom :Prénoms :

Adresse :

Déclare être :

FAVORABLE

DEFAVORABLE

**A LA CREATION DE L'ASSOCIATION FONCIERE PASTORALE AUTORISEE DE
NOCETA**

Fait à, le/...../.....

Signature

Informations cadastrales liées au Compte communal:

N°.....

Liste des ayants droit recensés pour chaque propriétaire figurant au cadastre.

(Cette liste des ayants droit peut ne pas être exhaustive. Elle peut être complétée par tout ayant droit produisant un certificat d'hérédité ou tout autre justificatif.)

1.
2.
3.

